



Front de luttes - septembre 2012

COMBATTONS LE TSCG, NOUVEL AVATAR DE L'UNION EUROPÉENNE !

L'Union européenne est fondée sur la co-dictature de classe des bourgeoisies monopolistes sous l'hégémonie germano-française, à l'échelle du continent. La politique de l'UE a pour objectif fondamental la satisfaction des intérêts de l'oligarchie financière, en créant les conditions de réalisation du profit maximum.

En France comme à l'échelle de l'Europe, le libéralisme bourgeois (UMP) et la social-démocratie (PS) gouvernent le pays en alternance. Ces deux courants, constituant 90% de la représentation parlementaire en France, sont en consensus complet sur l'appui à la construction de l'Europe des monopoles. Ils utilisent les médias à leur service pour diffuser des vues favorables à l'UE impérialiste et soutenir sa politique d'austérité imposée partout.

L'UE est donc une structure réactionnaire sur toute la ligne :

Sur le plan démocratique, avec des traités qui rendent obligatoire la seule politique d'austérité, avec la violation systématique des souverainetés populaires là où les traités ont été rejetés majoritairement dans des consultations populaires.

Dans le domaine des libertés, avec la relance d'un véritable maccarthysme européen ciblant le communisme et les partis restés marxistes-léninistes, principaux obstacles à la politique impérialiste de l'UE.

Dans le domaine social, avec l'aggravation des conditions de travail partout, les privatisations, les aides publiques aux monopoles, le chômage de masse et la liquidation des conquêtes et droits sociaux obtenus de haute lutte au 20ème siècle, autant de mesures qui appauvrissent la majorité de la population.

Enfin, dans le domaine militaire, avec l'appartenance des États membres à l'OTAN, principal foyer international de guerre, de la Yougoslavie à l'Afghanistan en passant par la guerre contre la Libye et les ingérences en Syrie.

Le nouveau Traité européen

Le bilan de l'Union européenne se traduit par la régression sociale et démocratique tous azimuts. L'UE impérialiste sert à la fois de cadre et d'alibi pour la politique anti-ouvrière du Capital monopoliste (privatisations, précarité, chômage massif). Le nouveau Traité européen sur la « Stabilité, la Coordination et la Gouvernance » (TSCG) constitue un grave danger puisqu'il consacre la politique d'austérité en la rendant obligatoire partout (texte constitutionnel), en se soumettant les budgets nationaux et en prévoyant même des sanctions financières contre les États sous l'égide de la Cour européenne de justice !

Hollande rejette toute idée de consultation populaire et propose son adoption par le Parlement en octobre, ce qui sera automatique grâce au consensus UMP/PS sur l'Europe du Capital.

L'exigence à faire grandir et à imposer est celle d'un référendum. L'URCF appelle à participer massivement à la manifestation annoncée le 30 septembre qui regroupera toutes les forces du NON progressiste de 2005.

Le combat électoral a son importance, mais n'oublions pas que la victoire du NON au TCE fut annulée par un putsch institutionnel de l'UMP et du PS, qui adoptèrent au Parlement le Traité de Lisbonne rejeté par voie référendaire.

Dans le camp du NON, il est indispensable que se développe une aile anticapitaliste qui relie le refus des traités réactionnaires au combat général pour la rupture avec l'UE impérialiste et le système capitaliste. Il faut combattre la théorie opportuniste selon laquelle l'UE pourrait être le cadre de transformations progressistes et démocratiques. Au contraire, pour renouer avec le progrès social, il faudra des luttes multiformes contre les diktats de l'UE, afin que les travailleurs, en France et ailleurs, puissent décider librement de leur avenir.

Il faut se battre sur tous les fronts. Les luttes syndicales et les grèves pour repousser les mesures réactionnaires et défendre les emplois, les salaires, les conditions de travail. Les luttes et l'éclairage politiques pour dénoncer la politique du Capital financier dans l'UE et dans chaque État en montrant que la crise est le produit du système capitaliste et non d'une « mauvaise gestion ».

Le déploiement de l'internationalisme prolétarien est la condition incontournable du succès : les forces bourgeoises, le parti réformiste de la gauche européenne, coordonnent leur politique ; les partis communistes d'Europe - avec le Parti Communiste de Grèce en tête (KKE) - doivent faire de même à partir de la défense des intérêts communs de la classe ouvrière et du peuple-travailleur.

Enfin, si vous partagez notre combat, venez rejoindre l'URCF qui élabore et défend une stratégie de lutte contre l'UE dans la perspective générale du combat pour renverser le capitalisme par la révolution socialiste et le pouvoir ouvrier ; car c'est là que réside la seule alternative populaire au capitalisme et à l'UE !

L'URCF, le 23 septembre 2012

Luttes pour l'emploi

Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- ***Plan national de luttes contre le chômage.***
- ***Interdiction des licenciements.***
- ***Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.***
- ***Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.***
- ***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

DVD Cinram (électronique, Eure).

Les salariés de l'usine de fabrication de DVD Cinram de Louviers (Eure), menacée de fermeture étaient à leur troisième jour de grève et de blocage mercredi 5 septembre.

Le mercredi matin, les grévistes ont démenagé des machines et les ont disposées sur la route qui passe devant l'usine. "Le but était de ralentir la circulation et de pouvoir expliquer notre problème aux automobilistes", a expliqué un délégué CGT.

Les grévistes craignent la mise en liquidation dès jeudi de leur usine, qui compte 105 travailleurs.

"La direction a plombé les comptes, a remonté l'argent dans le groupe et les actionnaires se sont goinfrés", précise le délégué.

Cette usine appartenait au groupe canadien Cinram qui a fait faillite et dont une partie des actifs ont été repris par le fonds d'investissement américain Najafi. Mais l'usine de Louviers, qui a appartenu longtemps à Philips, ne figure parmi les actifs repris et a déposé son bilan en mai dernier.

Sanofi (Chimie, groupe pharmaceutique).

Le 13 septembre, les salariés toulousains du groupe pharmaceutique Sanofi font leur première journée entière de grève contre un projet de restructuration menaçant le site qui emploie 600 personnes.

La direction du groupe français a annoncé le 5 juillet « *une réflexion sur sa réorganisation, notamment dans la recherche* ».

1.200 à 2.500 postes sont menacés dans l'Hexagone, tout particulièrement à Toulouse, où la recherche occupe les 600 salariés du site, et à Montpellier, où elle représente 200 emplois sur 1.200.

L'intersyndicale constituée par CFDT, Sud, CGT, CFE-CGC et FO a maintenu la pression durant l'été en protestant tous les jeudis sur la voie publique, mais toujours à l'heure du déjeuner.

Pour ce jeudi, les salariés avaient cette fois voté en assemblée générale une grève de 09H30 à 15H30 et tablaient sur la venue de délégations des établissements de Montpellier, Paris, Ambarès (Gironde).

20 septembre : 300 salariés de Sanofi ont manifesté jeudi à Toulouse et appelé « les pouvoirs publics » à la rescousse pour empêcher le groupe de se désengager de la ville et de Montpellier à seule fin d'augmenter selon eux les dividendes des actionnaires.

9 octobre : les salariés de Sanofi sont présents dans le cortège syndical toulousain. Ils sont plusieurs à signer la pétition de l'URCF (présente dans la manif) pour la nationalisation sans indemnité et avec contrôle ouvrier de PSA.

L'URCF tient cependant à avertir (s'il en est besoin) les travailleurs de ces entreprises. S'il est juste de demander des comptes et de mettre devant le fait accompli « les pouvoirs publics », il ne faut pas créer d'illusions. L'État est subordonné aux conseils d'administrations entreprises monopolistes (multinationales), il défend les intérêts de l'oligarchie financière (le maximum de profit) contre ceux des travailleurs ; quand l'État fait des promesses, il ne les tient pas qu'il s'agisse de la social-démocratie (Hollande) ou de la droite réactionnaire (voir promesses de Sarkozy). Pour sauver l'emploi, seules des luttes de classes de grande ampleur et coordonnées, nous ferons gagner la nationalisation sans indemnité avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi comme PSA ou Sanofi, Arcelor Mittal et les autres.

Papeterie Stracel de Strasbourg.

Déjà en lutte cet été, les syndicats avaient rapidement stoppé la lutte après avoir obtenu que le plan social soit pris en charge par UPM... Les salariés ont été contraints de reprendre le chemin de la lutte quand ils ont découvert que le plan prévoit le licenciement de la moitié des travailleurs !!

L'URCF avait prévenu fraternellement (voir le Front de lutte de l'été) que sans lutte rien de bon n'était à espérer.

Des salariés ont donc entamé une grève mercredi matin 19 et 20 septembre contre le « plan social » de licenciement de la moitié des travailleurs en cours après l'annonce par le groupe finlandais UPM d'une négociation exclusive avec deux repreneurs potentiels.

"Le site est à l'arrêt total, les entrées et les sorties de marchandises sont bloquées mais l'accès au site des services de sécurité et des salariés non-gréviste est maintenu", a expliqué le délégué CGT.

Les autres syndicats n'ont pas souhaité s'associer au mouvement, déclenché le jour d'une réunion du Comité central d'entreprise au siège d'UPM France, à Levallois-Perret (banlieue parisienne).

L'entreprise dégage des profits, a des résultats d'exploitation positifs, il y a un désendettement majeur. « *Stracel est viable* », a expliqué le responsable syndical en citant un rapport.

Les salariés, réunis jeudi matin en assemblée générale, ont décidé de se mettre en grève jusqu'à lundi, "*voire au-delà si la direction ne répond pas à nos demandes* ».

26 septembre : les salariés ont décidé de reprendre le travail, après une semaine de grève.

France 3 Languedoc-Roussillon.

Le 21 septembre, le personnel de France 3 Languedoc-Roussillon a fait grève à l'appel de l'intersyndicale CGT-SNJ-SUD-CFDT. Le mouvement contre le plan d'économies s'est élargi aux autres antennes du Pôle sud-ouest. L'intersyndicale réclame notamment le recrutement de CDD "historiques", le maintien des éditions locales menacées de fermeture y compris durant les vacances scolaires, une politique de développement des programmes régionaux de proximité et une expertise générale des comptes sous l'égide du comité d'établissement.

Ebizcuss (distribution)

A Paris, les salariés d'eBizcuss, principal distributeur d'Apple en France, ont organisé des actions de grève et un rassemblement lors de la sortie de l'iPhone 5. L'entreprise est placée en liquidation judiciaire et 100 licenciements sont prévus. L'action était organisée notamment par SUD et le collectif "Pomme de discorde". Les travailleurs revendiquent leur intégration dans le groupe Apple. Ils reprochent au groupe d'avoir profité du savoir-faire de l'entreprise pour ensuite se recentrer sur son propre réseau (les "Apple stores").

Banque de France

Le même jour, les travailleurs de la Banque de France étaient aussi en grève, particulièrement bien suivie à Paris et en province, contre le plan de restructuration qui prévoit entre 1700 et 2100 suppressions de postes. A Nantes, une trentaine de salariés ont manifesté devant les grilles de la Banque de France, demandant le retrait pur et simple du projet de réforme et le maintien du service public dont la disparition aurait des conséquences catastrophiques pour les ménages surendettés.

Luttes pour les conditions de travail

Ikea Roissy (commerce).

Le 24 septembre, les travailleurs du magasin Ikea Roissy - Paris nord 2 à Gonesse (Val-d'Oise), ont fait grève contre le sous-effectif et les tentatives de la direction de revenir sur les temps de repos et les majorations liées au travail de nuit et du dimanche. La direction a dû faire marche arrière.

Pour l'URCF, la lutte pour des augmentations de salaire doit être prioritaire. C'est parce que les salaires sont trop bas (entre 1200 et 1400 euros en moyenne) que le patronat est en position de force pour faire accepter aux travailleurs les horaires de nuit et le travail du dimanche. Pour augmenter ses profits menacés par la crise, la bourgeoisie augmente le temps de travail tout en recourant à la flexibilité et en licenciant les travailleurs excédentaires. Il faut imposer aux syndicats d'organiser la lutte pour une augmentation générale de 300 euros du salaire de base et s'opposer radicalement au travail du dimanche.

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF *salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs... : équipementier automobile Trevest, filiale du groupe Trèves à Etupes (Doubs), travailleurs monégasques en lutte pour sauver leur retraite, Freescale...*

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

10 octobre 2012

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF.
